



Chez les profs, on dénonce un manque de moyens

CERTAINS ont exercé leur droit de retrait, d'autres ont continué à faire cours. Mais tous les professeurs du lycée encaissent le choc. « Jamais on n'avait atteint un tel niveau de violence », glisse l'une d'eux. Mais ses collègues ne veulent pas tomber dans la caricature. « Je travaille ici depuis dix ans, je n'ai jamais eu de problème, souligne un autre. Au quotidien, on est face à des jeunes respectueux. Mais il y a un réel manque de moyens. La plupart du temps, même si les adultes ne sont pas assez nombreux, on arrive à maintenir le calme. Et puis de temps en temps, les problèmes s'amalgament, et ça fait des étincelles. »

TOUJOURS PAS ASSEZ DE SURVEILLANTS SELON EUX

Les problèmes, aux yeux de cet enseignant, sont « sociaux » : « Le chômage, les situations familiales compliquées, les élèves apportent tout ça en classe. »

Le lycée avait déjà été le théâtre de violences en septembre dernier. Un surveillant avait été agressé alors qu'il était aux portes de l'établissement, et s'en était suivi une grève de quinze jours. « Honnêtement, ça s'était calmé depuis, confie une prof. Mais nous n'avons pas obtenu les moyens humains que nous réclamions (NDLR : le lycée avait été doté d'un assistant d'éducation

et d'un employé en contrat d'insertion supplémentaires). Il nous manque toujours des surveillants. Face à ce genre d'incidents graves, plus il y a d'adultes et mieux on peut désamorcer les choses. Pour ne prendre

qu'un exemple, hier, dans notre établissement de 1 200 élèves, il n'y avait qu'une conseillère principale d'éducation pour partir en sortie l'après-midi avec des élèves ! »

G.B.

Le rectorat soutient la proviseure face aux parents

C'EST DANS L'ENCEINTE

du lycée que le face-à-face a eu lieu, hier matin. Une vingtaine de parents d'élèves, accompagnés d'enseignants, ont été reçus par la proviseure. Celle-ci était épaulée par plusieurs responsables académiques, dont le directeur académique adjoint. Depuis mardi, certains parents de lycéens interpellés ne mâchent pas leurs mots, reprochant à la direction de les avoir laissés sortir de classe.

LE MAIRE SE MET

DU CÔTÉ DES FAMILLES

Certains se disent même prêts à porter plainte. « On les a jetés dans la gueule du loup ! », affirmait mercredi une mère de famille. L'argument est repris par le maire (PCF) de Saint-Denis, Laurent Russier, dans un communiqué : « Cette décision paraissait peu appropriée à la mise en sécurité

des jeunes, et certains lycéens se sont trouvés pris en étau entre casseurs et policiers. »

Du côté du rectorat, on soutient la proviseure. « Après les départs de feu, les équipes mobiles de sécurité ont fait sortir tous les élèves et enseignants dans la cour. La situation n'était pas tenable. Il n'y a aucun doute sur le fait que cette évacuation était nécessaire. Elle a été décidée pour des raisons de sécurité. Et la consigne a été clairement donnée aux élèves de rentrer directement chez eux. » Interrogée à ce sujet, la ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, a salué « le sang-froid et le professionnalisme des équipes » de Suger : « C'est de l'intérieur de l'établissement que sont partis les incidents. On peut toujours critiquer après coup, mais chacun a agi du mieux possible. »

G.B.